

**Intervenir
à partir
du « plan
emploi »
pour
lutter,
rassembler
et avancer
vers un
Pacte
unitaire**

Les élections présidentielles puis municipales ont été marquées par de très fortes aspirations au changement. Même si J. Chirac s'est placé plus nettement sur le thème du « changement » et face à la « fracture sociale », les deux candidats du second tour de l'élection présidentielle ont exprimé, chacun à sa façon, une contradiction entre la volonté de se positionner sur le changement, pour capter des voix de façon en grande partie démagogique, et l'opposition, sur le fond, aux changements véritables. Cette contradiction se marque, tout particulièrement, à propos de l'emploi. On prétend, d'une part, changer en faisant passer le but d'emploi avant tout (sans abaisser les salaires) et, d'autre part, les deux candidats du second tour ont rivalisé de propositions d'abaissement du coût global du travail par réduction des charges salariales patronales surtout pour les travailleurs les moins qualifiés. Mais ce type de mesures de complaisance aux exigences de rentabilité financière des capitaux, renforce la tendance à la baisse générale des salaires, déprimant la demande, la qualification, les dépôts des salaires dans les banques ne réclamant pas de rémunération, donc les facteurs de chômage. Et les « aides » pour abaissement de charges patronales financées par la TVA pour l'un, par l'élévation de la CSG pour l'autre, pèseraient encore sur les salariés en renforçant les cadeaux au patronat.

**Le changement
et le pacte
unitaire
pour le progrès**

Les aspirations au changement et les contradictions sur ces questions des partis de droite et du PS cherchant, chacun à sa façon, à intégrer les travailleurs, interpellent fortement les communistes qui veulent changer eux-mêmes pour contribuer à changer en profondeur notre société avec les citoyens et tous les travailleurs.

Déjà, le candidat du PCF à l'élection présidentielle a non seulement insisté sur l'augmentation des salaires pour l'emploi, mais surtout sur une autre utilisation de l'argent pour cela, avec une efficacité sociale des fonds, et sur son contrôle avec de nouveaux pouvoirs, dans une nouvelle construction politique.

La dernière réunion du Comité national

du PCF a d'ailleurs insisté sur le rôle crucial de cette construction d'un « Pacte unitaire pour le progrès ». Il ne s'agirait plus pour les citoyens et les travailleurs de soutenir un accord au sommet des forces politiques, mais d'être partie prenante par leurs propres interventions autonomes, avec toutes leurs associations, d'une nouvelle construction sociale et politique avec ces forces politiques.

Le Comité national a mis l'accent sur le débat d'idées ouvert sur les grands enjeux de société et de civilisation, dans un forum pour l'invention de l'avenir. Mais il a par ailleurs souligné l'importance de l'articulation de ce débat à l'action et à des pratiques politiques nouvelles.

Si nous n'intervenons pas de façon indépendante et rassembleuse, à partir des principes novateurs d'un pacte unitaire pour le progrès, sur le fond des questions de société cruciales pour notre peuple, alors les démagogies de telle ou telle variante de la droite ou de la social-démocratie passeraient encore loin devant. Mais comment ne pas poser seulement comme un principe cette construction nouvelle ?

**Les brèches
du plan emploi
gouvernemental**

Précisément, les propositions sur l'emploi du plan gouvernemental, si largement démagogiques et contradictoires qu'elles soient, appuyées par l'appareil d'Etat et à visées intégratrices, en direction des entreprises, nous offrent une occasion située au niveau des rassemblement que nous ambitionnons de promouvoir. En nous en saisissant pour avancer de façon indépendante sur ces questions cruciales de l'emploi, de l'argent pour l'emploi, du contrôle et des propositions des travailleurs et des populations avec leurs élus, nous pourrions commencer à construire en approfondissant les sillons déjà tracés par la campagne de Robert Hue, de nouvelles constructions sociales et politiques dans l'esprit du Pacte unitaire pour le progrès.

En effet, les mesures du plan Juppé sont marquées par un double caractère.

D'un côté, il s'agit d'amplifier (par le contrat-initiative-emploi, l'accès des jeunes à l'emploi, les réductions de charges salariales sur les bas salaires, etc.) des

types de mesures contradictoires et déjà largement expérimentées avec très peu de succès et des effets pervers. Les réductions de charges sociales patronales et les primes visent des emplois précaires sous-qualifiés et qui peuvent se substituer à d'autres sans créations nettes nouvelles et substantielles.

Quant aux financements, les augmentations de TVA contre les salariés, l'emport de beaucoup sur les augmentations du SMIC et l'augmentation de l'impôt sur les bénéfices des sociétés est bien moindre que les cadeaux au patronat.

D'un autre côté, ce qu'il y a de plus nouveau, c'est la mobilisation de l'appareil préfectoral, l'appel à la citoyenneté des chefs d'entreprises et aux entreprises « citoyennes », à des objectifs d'emplois contre finance « donnant-donnant », à des chartes négociées sur l'emploi par branche, à l'institution d'un Observatoire sur les mesures pour l'emploi, aux Comités départementaux pour l'emploi, aux maires et élus, partenaires sociaux et syndicats, avec la volonté de mobilisation et l'intégration des « forces vives ».

Cependant, tout en ayant fait monter ses exigences financières, le patronat qui voudrait bien intégrer les travailleurs, craint les « engagements » qui lui seraient réclamés.

A l'initiative pour contrôler, proposer, agir

Face à cette double dimension du plan emploi, il ne s'agit pas de répandre des illusions, ni de se laisser intégrer. Mais il ne s'agit pas non plus de se contenter de dénoncer les contradictions et l'inefficacité des mesures sans intervenir. Au contraire, nous avons la possibilité d'entrer dans le jeu pour jouer la partie comme nous l'entendons, au lieu de laisser faire le gouvernement qui occuperait le terrain de l'emploi en dénonçant ceux qui ne font rien. Il ne s'agit pas de cultiver le scepticisme comme le PS qui ne veut pas mobiliser de façon nouvelle sur cette question cruciale (mais qui le remet en cause lui-même), espère mettre l'opposition de gauche derrière lui en agitant d'autres questions, comme par exemple celle des privilèges pour le logement social à Paris. Tout au contraire, au lieu d'opposer les questions de corruption, d'abus ou de

transparence aux questions les plus cruciales de l'argent pour l'emploi dans les entreprises, nous pouvons faire converger toutes les protestations vers les exigences de contrôle de l'utilisation de l'argent public et des entreprises.

Nous pouvons commencer à concrétiser des rassemblements pour l'intervention des travailleurs et des citoyens sur cette question de l'emploi, où la demande est si forte, en faisant avancer une construction politique novatrice, à l'opposé des efforts pour maintenir et rénover l'intégration des travailleurs, de droite et de gauche, y compris par des tentatives concernant les syndicats.

Au lieu de suivre le courant de scepticisme par rapport au plan du gouvernement sur l'emploi, nous pouvons nous appuyer sur ce scepticisme lui-même, pour rassembler dans l'action afin d'imposer des mesures vraiment efficaces. Au lieu de laisser faire les préfets dans leurs propositions extrêmement insuffisantes concernant les emplois de proximité et la citoyenneté des chefs d'entreprises, nous pouvons faire des propositions de contrôle et aussi d'autres créations d'emplois, en mettant en avant la citoyenneté des travailleurs dans les entreprises et dans les services publics, ainsi que des populations concernées et de leurs élus.

Rassembler sur les emplois, l'argent, les gestions

C'est dire l'importance de l'Appel que nous publions de Robert Hue, à « investir par l'initiative et l'action les terrains » de l'emploi, où le pouvoir « est contraint de se situer et de se découvrir » et notamment à inviter à se rencontrer dans chaque département tous les acteurs sociaux et politiques, salariés, chômeurs, élus, concernés par un contrôle démocratique des fonds pour l'emploi. Il s'agit tout particulièrement de ceux avec qui nous proposons de construire un Pacte unitaire pour le progrès : travailleurs et citoyens, forces politiques de gauche et de progrès, syndicats, associations diverses, forces culturelles, éthiques ou religieuses humanistes, etc. Plus précisément, cet appel distingue trois ensembles de propositions et contre-propositions possibles, dont bien sûr le contenu serait variable suivant les diffé-

rentes situations concrètes, sur les emplois, l'argent, les gestions des entreprises.

Le premier ensemble concerne, d'une part, le recensement des emplois à créer sur la base des besoins d'activité et des disponibilités des chercheurs d'emplois, et d'autre part, le recensement des propositions patronales ou des représentants du pouvoir pour les suivre et les confronter avec les premières.

Le deuxième ensemble concerne, d'une part, le contrôle de l'utilisation de l'argent public qui va être mis en jeu (primes, réductions de charges sociales, etc.) dans les entreprises. Et il évoque, d'autre part, d'autres mesures complémentaires possibles concernant la fiscalité, le crédit, l'intervention des banques et institutions financières, pour des montages financiers favorisant l'emploi et non le gâchis des fonds pour la rentabilité financière et le chômage.

Le troisième ensemble concerne, d'une part, les gestions des entreprises elles-mêmes, notamment l'intervention pour diminuer les coûts matériels ou financiers (et non les coûts salariaux) pour l'efficacité sociale des fonds en vue d'emplois stables, de leur progression en quantité et en qualité. Et il préconise, d'autre part, de nouvelles coopérations à cette fin, entre entreprises, notamment entre PME et grandes entreprises, entreprises et services publics, jusqu'au plan international.

Des contrôles aux rassemblements sociaux et politiques

Le plus important c'est de réclamer avec les travailleurs, les élus, les populations leurs organisations, des contrôles et aussi d'intervenir par des contre-propositions et le suivi de tout ce qui se fait sur l'emploi. Il s'agit d'utiliser les structures et rencontres proposées par le pouvoir : négociation de branches d'entreprises, de charte d'emploi ; rencontre avec les préfets, des maires, des conseils généraux, etc. ; observatoires, bilans mensuels, bilans des 18 mois, etc.

Mais il s'agit aussi de mobiliser et d'organiser l'action dans des formes indépendantes, à la fois en dehors et en relation avec les initiatives des pouvoirs publics et des

chefs d'entreprises, avec les travailleurs, leurs organisations, leurs élus, avec notamment la création de comités de contrôle de l'utilisation des fonds publics.

Les communistes peuvent beaucoup apprendre, changer, révéler leurs potentiels de créativité dans les batailles sur ces questions pour arracher par des rassemblements nouveaux des emplois plus nombreux et plus stables. Il est possible de s'appuyer notamment sur les services publics économiques (des observatoires régionaux de l'INSEE pour les emplois, aux données sur les crédits aux entreprises des établissements de la Banque de France) sans compter les services de l'emploi. On peut mettre en relation (en vue de propositions et d'interventions) les salariés des entreprises, des banques ou des services publics, les syndicats et associations, ainsi que les élus sur le terrain, pour une construction non seulement sociale et économique mais politique.

En même temps, on peut relier les interventions sur l'argent pour l'emploi ainsi qu'une construction politique d'intervention et de contrôle à ce sujet, aux autres grandes questions politiques sociales et économiques : les enjeux de transformation de la fiscalité et de la protection sociale, du crédit (des taux d'intérêt et de la création monétaire par les prêts des banques) ; des privatisations ou d'une nouvelle mixité à prédominance publique et sociale ; de la formation initiale et permanente, du logement, des quartiers et des banlieues ; d'une autre coopération internationale en Europe et dans le monde ; de nouveaux pouvoirs d'information et de moyens décentralisés et concertés pour ressourcer la démocratie, avec des consultations organisées par les intéressés et non par les directions d'entreprises ou par des référendums autoritaires intégrateurs.

Tandis que le ralentissement de la croissance a commencé aux Etats-Unis et pourrait s'y installer en 1996, voire s'étendre au monde vers 1997-1998, il ne s'agit pas de laisser faire et d'attendre les élections de 1998. Nous pouvons au contraire faire avancer le plus possible, une construction sociale et politique nouvelle, partout, dès aujourd'hui, avec esprit d'initiative et d'ouverture, avec tous ceux qui sont concernés dans le débat et dans l'action. ■

Paul Boccara

E. Balladur : pas touche aux énormes prélèvements des grands laboratoires, pas touche à ceux des grands équipementiers, pas touche non plus aux prélèvements financiers des banques... Non, ce qu'il a en vue ce sont de nouvelles fermetures de lits, la mise en cause des statuts des personnels, l'avancée de la privatisation, le contrôle policier des prescriptions et la culpabilisation des assurés sociaux. Tous les rapports officiels très consensuels qu'il a fait faire à ce sujet convergent là-dessus. Et, parallèlement, il propose, par les allègements des cotisations patronales, de déresponsabiliser plus encore les entreprises par rapport au financement du système de protection sociale.

Le renforcement de l'étatisme

Seconde cible : les collectivités locales. Reprenant l'esprit d'une proposition du rapport Minc qui reconnaissait cependant qu'elle allait « à l'encontre de la décentralisation et du vœu général des élus locaux », E. Balladur veut instaurer un « contrat de stabilité » qui inscrirait « l'évolution des dotations globales de l'Etat dans une perspective pluriannuelle, en fonction des ressources fiscales de l'Etat ». Et

il ajoute que « ce contrat faciliterait également la préparation de la réforme de la fiscalité locale ainsi que la maîtrise de l'ensemble des finances publiques ».

Le renforcement de l'étatisme contre l'autonomie et la coopération communale est évident. Et c'est dans ce cadre qu'est envisagée une réforme de la taxe professionnelle, bête noire du CNPF, qui, ainsi encadrée, ne peut que conduire à de nouveaux dessaisissements des élus locaux au lieu d'une meilleure efficacité partagée de cet impôt. Un impôt dont il faut rappeler que les communistes proposent une modulation favorable aux PME, incitant à la création d'emploi et à la croissance réelle et pénalisant les gâchis de capitaux.

E. Balladur, face à la surenchère démagogique de ceux de ses rivaux qui parlent fort du social et de l'emploi tout en proposant, comme lui, de faire plus pour la finance contre les hommes avec la monnaie unique européenne, fait lui-même de la démagogie.

Mais, cependant, il parle plus à découvert. Et, du même coup, il montre, par le contenu anti-social de ses propositions, que si l'on ne veut pas rompre avec ce con-

sensus sur la monnaie unique, les critères de Maastricht, la compétitivité par la baisse du coût du travail, le marché financier, alors les belles formules sur l'emploi, le social, l'initiative des citoyens recèlent en fait plus de sacrifices pour les salariés et leurs familles, plus d'asservissement du pays.

Cela doit alerter tout le monde et placer devant leurs responsabilités toutes les forces de gauche et de progrès : vont-elles accepter, dans cette campagne, de se contenter de faire des promesses verbales sur le social et l'emploi sans remettre en cause ce consensus asphyxiant pour poser la question des moyens et des pouvoirs ?

C'est dire le service que rend Robert Hue, au nom du PCF, dans cette campagne car il porte vraiment l'exigence et l'ambition d'une alternative à la politique Balladur en proposant d'orienter l'argent pour développer l'emploi et le social, en pénalisant la croissance financière et en appelant les salariés, les citoyens, les élus à réclamer des droits et des pouvoirs pour cela. ■

Yves Dimicoli

E U R O P E

Illusions ou solutions face aux perspectives de chômage

Cependant, on va répétant la prétendue garantie de l'article 2 révisé du Traité de Maastricht déclarant vouloir « promouvoir (...) un niveau d'emploi (...) élevé ».

Poursuite des orientations monétaires et financières contre l'emploi

En réalité, sous prétexte de critère de convergences anti-inflationnistes et de désinflation compétitive, on pousse à la déflation salariale et sociale, tandis que l'on favorise l'inflation des marchés financiers ainsi que la pression des charges financières et de la rentabilité financière contre l'emploi. D'ailleurs, la Commission anticipe un arrêt du processus dit de désinflation dès 1995, en concluant à « la nécessité d'un resserrement des politiques budgétaires ». On ne veut pas voir les antagonismes internes des ajustements structurels et des politiques conjoncturelles favorisant le capital financier contre le travail salarié. Alors que la reprise interna-

Le chômage durable, l'exclusion, la précarité accompagnent toujours les actes effectifs du type de construction européenne en cours.

Prévisions de chômage élevé dans l'Union européenne

Malgré la reprise, la Commission européenne ne peut prévoir au mieux qu'une « légère amélioration » et une faible baisse du taux de chômage qui atteindrait en moyenne 9,8 % dans l'Union européenne

à l'horizon 1996. Pour l'an 2000, le chômage pourrait encore toucher quelque 6 à 8 % de la population active. Et cette dernière estimation concernant un chômage qui demeure très important repose pourtant sur deux données irréalistes : un taux de croissance du PIB de 3 à 3,5 % par an, alors que l'on prévoit déjà que la croissance va baisser aux Etats-Unis vers 1997, un taux de croissance de la productivité apparente du travail se maintenant à la moyenne observée entre 1973 et 1993, alors qu'il y a déjà évidemment une accélération dans les années 1990.